



Compte rendu sommaire du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (socle commun)

Séance du 12 décembre 2019
Reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum

Le dix-neuf décembre deux mille dix-neuf, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le douze décembre 2019, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Paris, 4 rue de Lobau, 75004 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 108

Nombre de délégués présents ou représentés : 23 (dont 9 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires :

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Pascal Turano (Charenton), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Boutaieb Kaddani (Joinville-le-Pont), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Jean-Jacques Pasternak (Nogent sur Marne), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), M. Christophe Boissiere (Vincennes), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Ibrahima Traoré (Val de Marne) ;

Suppléants avec voix délibératives :

M. Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud) ;

Excusés ayant donné pouvoir :

Mme France Bernichi (Alfortville) à M. J.-M. Arberet, M. Alain Loppinet (Bailly) à M. B. Kaddani, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) à M. D. Lebrun, M. Samuel Besnard (Cachan) à Mme C. Bruneau, M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance) à M. J.-P. Boyer, M. Christophe Najdovski (Paris) à Mme C. Baratti-Elbaz, M. Christian Page (Saclay) donne pouvoir à M. S. Kehyayan, M. Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à M. C. Boissiere, Mme Isabelle Debré (CD 92) à M. P. Ribatto ;

Excusés :

Mme Perrine Precetti (Antony), M. Jean-François Ploteau (Argenteuil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières), M. Martin Kuengienda (Champigny-sur-Marne), M. Hervé Hemonet (Colombes), M. Bruno Hélin (Creteil), M. Yves Menel (Garches), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Philippe Brillault (Le Chesnay-Rocquencourt), Mme Sophie Deschiens (Levallois), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), M. Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Philippe Lebeau (Pantin), M. Patrice Pattée (Sceaux), Mme Catherine Bloch (Vaucresson), M. Hervé Fleury (Versailles), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Hervé Lièvre (GPSO), M. Bernard Roche (GPSO), M. Yann Wehring (Région IDF), M. Patrick Ollier (MGP).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 6 novembre 2019**

2. Délibérations :

- Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo
- Durée et méthodes d'amortissement
- Modifications des contributions 2019
- Décision modificative n°2 du Budget Annexe 2019 Régie Velib'
- Décision Modificative n°1 du Budget Principal 2019 Autolib' et Velib' Métropole
- Contributions 2020
- Budget annexe de la régie autonome Velib' primitif 2020
- Budget principal Autolib' et Velib' Métropole primitif 2020
- Retrait de la commune de Bailly du Syndicat
- Modification du nombre de vice-présidents et de membres du Bureau
- Participation du Syndicat à la protection sociale complémentaire des agents
- Modification du tableau des emplois et des effectifs
- Recours à l'apprentissage

Points divers : Informations à date du service public Velib' et sur Autolib'

La Présidente a ouvert la séance à 16 heures.

M. Jean-Michel Arberet est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 6 novembre 2019

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité syndical du 6 novembre 2019 est adopté à l'unanimité.

2. Délibérations

- Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo (2019 30)

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA, et remplacé par la Société dédiée Smovengo, par l'avenant n°1 en date du 31 juillet 2017.

Dans le cadre de ce marché, les délais impartis à la Société Smovengo pour la mise en service des prestations prévues à la partie forfaitaire avec notamment 1 050 stations étaient les suivants :

- Au 1er janvier 2018 : la mise en service du dispositif et son ouverture au public, avec a minima 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations ;
- Au 1er avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

Par Ordre de Service n°3 en date du 29 juin 2017, le Syndicat a commandé 350 stations supplémentaires hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires (BPU) qui devaient être mises en service dans les mêmes conditions que celles prévues au forfait.

Au vu des importantes difficultés rencontrées sur la qualité du service Velib' en 2018, le Syndicat et la Société Smovengo sont convenus en janvier 2019 d'un règlement amiable, global et définitif de leur différend par un protocole transactionnel tenant compte des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets d'un plan d'urgence initié en cours d'année et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans le déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global.

Lors de l'exécution de ce marché sur l'année 2019, il a été constaté, d'une part, des retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et, d'autre part, des dysfonctionnements significatifs du système dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib'.

Ces retards et manquements ont été actés dans les procès-verbaux rédigés lors des opérations mensuelles de vérifications des prestations du marché tout au long de l'année 2019.

L'examen de la qualité de service a également fait l'objet de procès-verbaux du Syndicat rédigés sur la base de l'examen mensuel du respect des critères de performance prévus au marché.

En conséquence de ces retards et manquements dans l'exécution des prestations attendues, conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administratives, le Syndicat a notifié à la Société Smovengo les pénalités prévues contractuellement.

Ainsi, afin de sanctionner l'exécution partielle des prestations constatée et le non-respect des critères de performance et de qualité de service lors des opérations de vérification, quatre décomptes provisoires de pénalités d'un million d'euros chacun ont été notifiés au titulaire du marché, la société Smovengo pour la période allant du 1er avril au 31 août 2019.

Afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant à cette période, le Syndicat a émis quatre titres exécutoires.

Les décomptes de pénalités 10 et 11 correspondants respectivement à la période du 1er juin au 30 juin 2019 et à la période du 1er juillet au 31 août 2019 ont été contestés par la société Smovengo par un

courrier en réclamation en date du 13 novembre 2019. Le Syndicat n'a pas fait droit à cette réclamation par un courrier en date du 3 décembre 2019.

La société Smovengo a également introduit une requête devant le tribunal administratif de Paris tendant à contester le titre de recettes par le comptable public afférent au décompte de pénalités n°10 correspondant à la période du mois de juin 2019.

Conformément aux possibilités offertes en matière de marché public, la Société Smovengo a transmis à compter de mars 2019 au Syndicat une demande d'acompte mensuel au titre du forfait et du BPU correspondant au douzième des montants prévus annuellement au marché.

Le Syndicat a refusé de régler ces montants d'acompte au regard du service fait et des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel versé à un niveau inférieur à ces demandes.

Sur la base des prestations exécutées, la Société Smovengo a déposé des réclamation-contestations des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars à juillet 2019.

Chaque mois concerné, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché.

Compte tenu de ces importants différends, du souhait partagé d'éviter des contentieux longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir comme en 2018 à un accord sur l'année 2019, le Syndicat et Smovengo se sont rapprochés et sont convenus d'un règlement amiable, global et définitif.

Le Syndicat et la Société Smovengo se sont accordés :

- sur les montants dus au titre du forfait du marché et des stations commandées au bordereau des prix unitaires (BPU),
- sur le montant des pénalités applicables à la Société Smovengo au titre des dysfonctionnements constatés et des conséquences des retards pris dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU,
- sur le montant du forfait du marché public pour l'année 2019 à payer par le Syndicat.

Le présent protocole transactionnel en précise les dispositions par lequel le Syndicat et la société Smovengo consentent mutuellement à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché pour l'année 2019 à la somme de 30 593 060,06 euros hors taxes et hors indexation, soit 32 092 120 euros HT après indexation (indice révision 1,049), et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;
- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires, par l'ordre de service n° 3 en date du 29 juin 2017, de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 7 334 148,90 euros hors taxe et hors indexation, soit 7 693 522,20 euros HT après indexation (indice révision 1,049) ;
- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2019 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tous motifs confondus, notamment au titre des dysfonctionnement constatés et des retards dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU pour les commandes émises jusqu'au 30 juin 2017, à la somme globale et forfaitaire de 4 000 000 euros hors taxes, tenant compte des opérations de vérifications effectuées et des procès-verbaux des critères de performance établis en 2019 ;
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant conclu par les parties en présence ;

La Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019 a fait état de son accord sur les termes de ce projet de protocole.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE le protocole transactionnel ci-annexé,

Article 2 : AUTORISE Madame la Présidente du Syndicat à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de ce protocole,

Article 3 : DIT que les dépenses et recettes correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget.

- Durée et méthodes d'amortissement (2019 31)

Conformément aux dispositions de l'article L.2321-2-27° du Code Général des Collectivités Territoriales, le Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole est tenu de procéder à l'amortissement des biens, en fixant les méthodes d'amortissement à appliquer à chaque catégorie de biens.

La présente délibération vient compléter la délibération 2010 008 du 25 février 2010 « régime d'amortissement des biens » car il s'avère nécessaire d'intégrer aux méthodes d'amortissement la catégorie « Autres Immobilisations corporelles » et de définir la durée d'amortissement de cette catégorie.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE d'intégrer la catégorie « Autres Immobilisations corporelles » aux méthodes d'amortissement.

Article 2 : DECIDE de fixer la durée d'amortissement de cette catégorie à cinq ans.

- Modifications des contributions 2019 (2019 32)

Afin de garantir l'équilibre du budget principal, une contribution de 2 600 € par station arrêtée au 25 juin 2018 avait été votée lors de la séance du Comité syndical du 14 décembre 2018.

A la vue de l'exécution de l'année 2019 il est proposé d'abaisser le montant initialement voté de cette contribution pour le fonctionnement du Syndicat de 2 400 € à 2 000 € par station.

Par conséquent, la contribution totale pour l'année 2019 sera de 5 600 € par station arrêtée au 25 juin 2018.

Les montants des contributions obligatoires au budget annexe de la régie Velib' pour 2019 sont modifiés, cela pour tenir compte des derniers accords avec le titulaire du marché et l'évolution des recettes usagers.

- Pour la Ville de Paris : 19 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris : 9 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2019 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 5 600 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 2 000 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2019 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 19 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris : 9 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

- Décision modificative n°2 du Budget Annexe 2019 Régie Velib' (2019 33)

Le budget Velib' 2019 a enregistré une première décision modificative en date du 19 septembre 2019. Toutefois, à la suite d'un certain nombre d'éléments nouveaux venant impacter l'exécution budgétaire 2019, il s'avère nécessaire de procéder à des ajustements budgétaires :

En dépenses de fonctionnement :

- Baisse de la dépense à verser au titulaire du marché : - 2 000 000 euros consécutivement aux dysfonctionnements constatés et à l'absence de service fait dans sa totalité.
- Inscription de : + 60 000 euros permettant de procéder aux remboursements des frais engagés par le budget principal pour le compte du budget Velib'.
- Inscription de : + 732 000 euros permettant de financer une augmentation du nombre de vélos électriques faisant passer la part minimum de 30 à 35 %.
- Baisse des charges exceptionnelles de : - 651 584,27 euros (changement d'imputation)
- Inscription compensatoire en charges à caractère générale : + 651 584,27 euros

En recettes de fonctionnement :

- Les pénalités appliquées au titulaire du marché sont de nouveau augmentées : +1 000 000 euros et donc portées en totalité à : 4 000 000 euros sur l'exercice 2019.
- Les prévisions de recettes usagers sont diminuées de 1 000 000 euros afin de faire basculer la quote-part des recettes de 2020 en 2019 (abonnements annuels).
- Les contributions des collectivités sont baissées de 1 208 000 euros. Cette baisse est consécutive à la non-ouverture de certaines stations en 2019 et à la diminution de 300 euros du montant des contributions 2019.

En dépenses et recettes d'investissement :

70 000 euros sont inscrits en dépenses et en recettes d'investissement pour le traitement des cautions lors des neutralisations de stations à la demande d'un tiers.

Le budget total de l'exercice après la présente DM est de ce fait modifié passant ainsi d'un budget initial de 44 193 329,24 euros en dépenses et en recettes, à un budget de 43 058 329,24 euros soit : - 1 138 000 euros.

Ainsi après l'affectation au budget 2019 des recettes et dépenses de fonctionnement énoncées dans le cadre de cette décision modificative les sections de fonctionnement et d'investissement seront en équilibre.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**ADOpte** la décision modificative n° 2 du budget annexe 2019 régie Velib' arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	611	2 000 000,00 €	1 383 584,27 €		
011	62878		60 000,00 €		
011	678	651 584,27 €			
70	70688			1 000 000,00 €	
74	74748			1 008 000,00 €	
74	74758			200 000,00 €	
77	7711				1 000 000,00 €
TOTAL		2 651 584,27 €	1 443 584,27 €	2 208 000,00 €	1 000 000,00 €

Section d'Investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
16	165		70 000,00 €		70 000,00 €
TOTAL		0,00 €	70 000,00 €	0,00 €	70 000,00 €

- Décision Modificative n°1 du Budget Principal 2019 Autolib' et Velib' Métropole (2019 34)

Plusieurs éléments sont venus impacter l'exécution budgétaire 2019 et engendrent l'obligation de procéder à des ajustements budgétaires :

En dépenses de fonctionnement :

- Baisse des charges exceptionnelles : - 380 000 euros ;
- Baisse des prestations de service : - 3 910 euros ;
- Baisse du virement à la section d'investissement : - 12 100 euros ;
- Augmentation de la dotation aux amortissements : + 10 400 euros ;
- Inscription relative au prélèvement à la source : + 10 euros.

En recettes de fonctionnement :

- Remboursement des frais engagés pour le compte du budget annexe : + 60 000 euros, cela permettra notamment la refacturation du nouveau loyer ;
- Baisse des contributions des collectivités : - 445 600 euros

A la suite de ces différents ajustements les contributions pour le fonctionnement du syndicat sont diminuées, passant de 2 400 € par station à 2 000 € par station arrêtée au 25 juin 2018.

Le budget total de fonctionnement de l'exercice après la présente DM s'en trouve modifié passant d'un budget de 13 583 068,58 euros à 13 197 468,58 euros soit : - 385 600 euros.

En recettes d'investissement :

- Virement de la section de fonctionnement : - 12 100 euros ;
- Amortissements des immobilisations : + 10 400 euros ;
- Produits de cessions des immobilisations : +1 700 euros.

Ainsi après l'affectation au budget 2019 des recettes et dépenses de fonctionnement et d'investissement énoncées dans le cadre de cette décision modificative les sections de fonctionnement et d'investissement seront en équilibre.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n°1 du budget principal 2019 arrêtée comme suit :

Section de fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	6126	3 910 €			
011	678	380 000 €			
65	65888		10 €		
023	023	12 100 €			
68	6811		10 400 €		
70	70841				60 000 €
74	74748			445 600 €	
TOTAL		396 010 €	10 410 €	445 600 €	60 000 €

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
024	024				1 700€
021	021			12 100€	
040	28051				7 020€
040	28183				3 380€
TOTAL				12 100€	12 100€

- Contributions 2020 (2019 35)

S'agissant du budget principal, le Syndicat a résilié depuis le 25 juin 2018 la délégation de service public qu'il avait avec la société Autolib'.

Afin de couvrir les dépenses récurrentes (remboursement d'emprunt, charges de fonctionnement du Syndicat), et les provisions il est proposé aux membres du Syndicat, une contribution en 2020 d'un montant de 5 900 € par station (2 300 € pour le fonctionnement et 3 600 € pour les provisions).

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2020.

S'agissant du budget annexe Velib', les montants des contributions obligatoires sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' soit 500 € par station pour une équivalence de 200 stations. Et 3,9 M€ pour l'exploitation du service Velib', soit un total de 4 M€ comme prévu dans le cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2020.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2020 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 5 900 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 2 300 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2020.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2020 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Et 3,9 M€ pour l'exploitation du service Velib', soit un total de 4 M€ comme prévu dans le cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2020.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

- Budget annexe de la régie autonome Velib' primitif 2020 (2019 36)

Le budget primitif 2020 budget annexe du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole a pour objet de prévoir et d'autoriser les recettes et dépenses de la compétence optionnelle Velib' gérée sous forme d'une régie dotée de l'autonomie financière.

BUDGET ANNEXE de la Régie Autonome Velib'

Le budget annexe Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Velib' dans le cadre du marché public en cours.

Dépenses de fonctionnement (46 958 310 €)

• Dépenses réelles de fonctionnement (46 940 810 €) :

Le paiement annuel de la prestation au forfait marché Velib' pour 1 050 stations
33 601 520 € soit 71,58 % des dépenses réelles

Le marché Velib' prévoit un versement sur 15 ans de 478,2 M€ HT, soit un montant annuel à verser de 31,88 M€. Ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,054 pour 2020.

Le paiement annuel de la prestation au BPU soit 350 stations hors Paris commandées et 10 850 points d'accroche
8 081 861,20 € soit 17,22% des dépenses réelles

Le marché Velib' prévoit un versement annuel de 7 667 800 € HT, ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,054 pour 2020.

Les prestations complémentaires
774 618,80 € soit 1,65% des dépenses réelles

Les prestations particulières réalisées à la demande des communes ou du syndicat sont prévisibles. Elles sont possibles dans le cadre du marché Velib' sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités.

Ce poste budgétaire 2020 intègre la création de six stations supplémentaires.

Et 450 000 € correspondent au coût d'exploitation annuel pour les 5% de vélos électriques supplémentaires.

Autres charges à payer au titulaire du marché
2 800 000 € soit 5,97 % des dépenses réelles dont :

- 1 600 000 € au titre de l'intéressement sur les recettes 2019, ce poste est en augmentation car les recettes 2019 ont triplé par rapport à 2018.
- 1 200 000 € au titre de l'indemnisation pour les volés et vandalisés, ce montant est capé à 10 % de la flotte de vélos en moyenne sur l'année.

Les charges du personnel affecté (579 000 €) à la Collectivité et le remboursement du personnel mutualisé (820 000€)
1 399 000 € soit 2,98 % des dépenses réelles

La masse salariale globale du Syndicat (budget principal et budget annexe) représente 1 802 650 € en 2020 contre 1 906 400 € en 2019 soit une baisse 5,44 %.

La répartition de la masse salariale entre les deux budgets a été revue en 2020, l'inscription sur le budget général augmente alors que celle sur le budget annexe diminue. La refacturation entre les deux budgets est, elle aussi, ajustée pour tenir compte de cette nouvelle répartition.

Les charges de gestion courante réalisées sur le Budget Autolib' pour le compte du budget annexe (refacturation)
184 000 € soit 0,39 % des dépenses réelles.

Autres charges (les dépenses de prestation de service, études et honoraires)
99 810 € soit 0,21 % des dépenses réelles

Ce poste comprend les honoraires, les dépenses de conseils juridiques, d'assistance à maîtrise d'œuvre et de communication, ainsi que les charges de gestion courante dédiées au service Velib'.

- **Dépenses d'ordre : 864,30 €**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

- **Virement à la section d'investissement : 16 635,70 €**

Ce virement à la section d'investissement permet de couvrir les dépenses d'investissement prévues essentiellement en acquisition d'équipements informatiques et bureautiques.

Recettes de fonctionnement (46 958 310 €)

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées de la manière suivante :

- **Recettes réelles de fonctionnement 46 958 310 €**

Les recettes des usagers

18 590 310 € soit 39,59 % des recettes réelles

Les recettes usagers ont connu une croissance importante durant l'année 2019, avec le déploiement du service. Depuis l'été le montant perçu par mois est supérieur au million d'euros, et le nombre d'abonnés continue d'augmenter (plus de 250 000 fin octobre contre 155 000 début janvier soit 60 % d'augmentation avant même la fin d'année). L'inscription de recettes pour 2020 tient compte de ces paramètres et s'établit donc à 18,6 millions d'euros, soit 1,55 millions d'euros par mois en moyenne sur l'année.

La Contribution de la Ville de PARIS à l'exploitation et fonctionnement du service

20 200 000 € soit 43,02 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 1010 stations au tarif de 18 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 20 000 € par station au total.

La Contribution des Collectivités hors PARIS à l'exploitation du service

3 960 000 € soit 8,43 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 396 stations au tarif de 8 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 10 000 € par station au total.

La subvention de la Métropole du Grand Paris

4 000 000 € soit 8,52 % des recettes réelles

Cette subvention est arrêtée dans le cadre de la convention financière signée entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et la Métropole du Grand Paris. Elle est découpée en deux volets : 3 900 000 € pour l'exploitation du service et 100 000 € de contribution de fonctionnement, arrêtée forfaitairement sur la base de 200 équivalents stations.

Les prestations complémentaires

200 000 € soit 0,43 % des recettes réelles

Des prestations complémentaires (déplacement, fermeture de station...) réalisées à la demande des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont à prévoir. Elles sont financées par les collectivités demandeuses dans le cadre du marché Velib', sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le

Syndicat et les Collectivités. D'autres prestations sont demandées par des tiers (neutralisation) et leur sont refacturées.

Dépenses d'investissement (77 500 €)

○ Dépenses réelles d'investissement (77 500 €) :

Les dépenses d'investissement sont essentiellement constituées de cautions pour un montant de 60 000 euros que l'on retrouve dans les recettes d'investissement. Les autres dépenses sont relatives à l'acquisition de nouveaux mobiliers, matériels informatiques et bureautiques.

Recettes d'investissement (77 500 €)

○ Recettes d'ordre (864,30 €) :

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

○ Virement depuis la section de fonctionnement (16 635,70 €)

○ Cautions (60 000€)

Bilan

La section de fonctionnement est équilibrée.

La section d'investissement est équilibrée.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2020 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 46 958 310,00 euros
- Recettes : 46 958 310,00 euros

Investissement

- Dépenses : 77 500,00 euros
- Recettes : 77 500,00 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

- Budget principal Autolib' et Velib' Métropole primitif 2020 (2019 37)

Le budget primitif prévoit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'année 2020. Ce dernier est établi et équilibré sur la base d'un prévisionnel avec reprise des résultats antérieurs et des restes à réaliser.

BUDGET PRINCIPAL (socle commun Autolib')

La fin de la DSP constatée en juin 2018 a entraîné une modification de la forme du budget. Le budget principal était auparavant constitué de flux financiers (redevances d'occupation, subventions

d'équipements) qui ne faisaient que transiter par le Syndicat, ces flux n'existent plus, le budget est maintenant équilibré par une contribution des collectivités. Cette forme perdurera, temps que les procédures en lien avec la résiliation se poursuivent et que l'emprunt n'est pas totalement remboursé.

Dépenses de fonctionnement (10 890 445,45€)

○ **Dépenses réelles de fonctionnement (6 236 315,00 €) :**

Remboursement des intérêts de l'emprunt

213 010 € (3,42% des dépenses réelles)

Le Syndicat rembourse chaque année l'emprunt de 18 M€ contracté en 2011, qui a servi à densifier le maillage de stations. Les intérêts pour 2020 s'élèvent à 213 010 €, en baisse de 79 008 € par rapport à 2019 conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif). Le remboursement du capital en annuité fixe, de 1,8 M€ est porté en section d'investissement.

Charges de personnel

1 223 650 € (19,62% des dépenses réelles)

La masse salariale globale du Syndicat (budget principal et budget annexe) représente 1 802 650 € en 2020 contre 1 906 400 € en 2019 soit une baisse 5,44 %.

La répartition de la masse salariale entre les deux budgets a été revue en 2020, l'inscription sur le budget général augmente alors que celle sur le budget annexe diminue. La refacturation entre les deux budgets est, elle aussi, ajustée pour tenir compte de cette nouvelle répartition.

Charges de gestion courante

644 355,00€ (10,33% des dépenses réelles)

Ce poste budgétaire regroupe l'ensemble des autres charges de gestion courante (hors loyer), ces dépenses sont inscrites pour faire face notamment aux différentes procédures dans le cadre de la résiliation de la DSP (frais juridiques, AMO, comité de conciliation, ...).

- Honoraires (370 000 €), stable par rapport à l'exercice 2019.
- Contrats de prestation de service techniques et autres frais divers (142 545,00 €), ce poste est en baisse par rapport à 2019 de l'ordre de : -221 517 € soit : - 61 %, en effet des crédits spécifiques avaient été inscrits en 2019 pour faire face aux dépenses relatives au déménagement du Syndicat dans de nouveaux locaux.
- Indemnités des élus (44 000 €) ;
- Maintenance, rapport d'activité, fonctionnement courant, ...

Loyer

150 300 € (2,41% des dépenses réelles)

Le Syndicat a déménagé dans de nouveaux locaux en 2019, la diminution de la surface et l'emplacement de ces nouveaux locaux ont engendré une économie substantielle du loyer par rapport à 2019 de l'ordre de : - 155 700€ soit une économie réalisée de 50,88%.

Charges exceptionnelles

5 000 € (0,08 % des dépenses réelles)

Ce poste budgétaire est considérablement réduit, en effet en 2019 le Syndicat avait dû faire face au règlement de 1,9 M€ correspondant au report de l'indemnité prévue par le protocole n°1 visant au maintien du service entre le 25 juin et le 31 juillet 2018.

En outre, 262 k€ de crédits ont été utilisés pour couvrir les annulations de titres sur exercices antérieurs.

Dotations provisions

4 000 000 € (64,14 % des dépenses réelles)

En 2019, le syndicat avait mis en place une provision de 20 millions d'euros pour risques, dans le cadre de la résiliation de la DSP, et prévu de la constituer par étalement. Ainsi, 4 millions d'euros ont été votés au budget 2019.

A ce jour, la nécessité d'une provision est maintenue, et après expertise son montant à hauteur de 20 millions d'euros est confirmé.

Il est donc impératif de procéder à la constitution de la deuxième échéance de la provision de 4 millions d'euros visant à couvrir l'indemnité de résiliation que le Syndicat aura à payer dans le futur.

○ **Dépenses d'ordre (3 378 879,31 €) :**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), du matériel et du mobilier acquis par le Syndicat pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

○ **Virement à la section d'investissement (1 275 251,14 €) :**

Une partie de l'excédent potentiel de fonctionnement fait l'objet d'un virement à la section d'investissement pour l'équilibre de cette section.

Recettes de fonctionnement (10 890 445,45€)

○ **Recettes réelles de fonctionnement (8 046 535 €) :**

Contribution des Villes adhérentes

6 572 600 € (81,68% des recettes réelles)

Pour mémoire, la contribution obligatoire des collectivités au fonctionnement du Syndicat pour le socle commun Autolib' telle que prévue à l'article 14 des statuts du Syndicat était fixée en 2019 à 6 000 € décomposée comme suit :

- 2 400€ permettant de couvrir les dépenses de fonctionnement du Syndicat.
- 3 600€ permettant la couverture des provisions.

La construction budgétaire 2020 permet d'envisager une baisse de 100€ sur la contribution relative aux frais de fonctionnement du Syndicat, portant ainsi la contribution 2020 à 2 300€. Soit une contribution 2020 totale par station de 5 900€.

Perception auprès des collectivités des annuités d'emprunt

444 625 € (5,52% des recettes réelles).

Le Syndicat a contracté un emprunt en 2011 permettant ainsi à plusieurs Collectivités d'opter pour l'étalement du financement de leurs stations.

Elles procèdent donc annuellement au remboursement de ces annuités d'emprunt, qui sont en diminution d'année en année conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif).

Mise à disposition de personnel facturé au budget annexe de la Régie Velib' et dépenses réalisées par le Budget Autolib' pour le compte du Budget annexe de la régie Velib' (refacturation)

1 004 000 € (12,47% des recettes réelles)

Le personnel mutualisé, affecté principalement aux tâches administratives, financières juridiques et comptables, le loyer et les autres frais généraux font l'objet d'une refacturation au Budget annexe.

○ **Recettes d'ordre (2 843 910,45 €) :**

Elles correspondent au transfert au compte de résultat des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

**Dépenses d'investissement
(4 656 910,45 €)**

○ **Dépenses réelles d'investissement (1 813 000 €) :**

Les inscriptions budgétaires en dépenses d'investissement intègrent :

1. Le remboursement du capital de l'emprunt d'un montant de : 1 800 000 € soit 99,28% des dépenses réelles.

2. Les acquisitions de nouveaux matériels et mobiliers, logiciels, cautions et d'éventuels travaux : 13 000 € soit 0,72% des dépenses réelles.

○ **Dépenses d'ordre (2 843 910,45 €) :**

Ces dépenses d'ordre sont le pendant des recettes d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

**Recettes d'investissement
(4 656 910,45 €)**

○ **Recettes réelles d'investissement (2 780 €) :**

Les recettes réelles d'investissement sont les recettes de FCTVA.

○ **Recettes d'ordre (3 378 879,31 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), et des amortissements en matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

Virement depuis la section de fonctionnement (1 275 251,14 €)

Bilan

La section de fonctionnement est en équilibre.

La section d'investissement est en équilibre.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE le budget primitif du budget principal du Syndicat pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2020 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 10 890 445,45 euros
- Recettes : 10 890 445,45 euros

Investissement

- Dépenses : 4 656 910,45 euros
- Recettes : 4 656 910,45 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

Article 3 : DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2020 relatifs aux frais de personnel du budget annexe feront l'objet d'un remboursement.

- Retrait de la commune de Bailly du Syndicat (2019 38)

Par délibération n° 2016 22 du 13 juillet 2016, le Comité syndical a approuvé l'adhésion de la commune de BAILLY au Syndicat Autolib' Métropole.

Le 9 octobre 2019, par délibération n° 2019/17, le Conseil municipal de la ville de BAILLY a décidé, au vu des évolutions des compétences du Syndicat, sa transformation en un Syndicat Autolib' et Velib' Métropole ainsi que la résiliation de la délégation de service public Autolib', son désengagement du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole. Par courrier du 13 novembre 2019, le Maire a confirmé l'intention de la commune d'un retrait complet du Syndicat.

La décision de retrait d'un membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués.

Depuis l'adhésion de la commune de BAILLY, il convient de signaler qu'aucune étude ni réalisation de stations Autolib' n'ont été engagées par le Syndicat ou par le délégataire et que la commune de BAILLY n'a pas signé de convention de déploiement Autolib'. Cette adhésion a donc été sans effet jusqu'ici.

Au vu de la demande de retrait de la commune de BAILLY, de son absence d'intérêt a priori pour la compétence Velib' n'ayant pas transféré cette compétence au Syndicat, son retrait ne présenterait aucun inconvénient particulier.

Aussi, en cas d'accord de principe sur ce retrait, il n'y aurait pas eu lieu de facturer à la commune la cotisation d'adhésion prévue pour les nouveaux membres, ni d'établir de convention d'indemnisation du Syndicat au titre d'un préjudice particulier subi par ce retrait ; aucune dépense n'ayant été engagée par et depuis son adhésion.

Il convient désormais de confirmer le retrait par une approbation concordante du Comité syndical.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE le retrait de la commune de BAILLY du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole.

- Modification du nombre de vice-présidents et de membres du Bureau (2019 39)

Selon l'article 9-5 des statuts, le Comité syndical élit un bureau. L'article 11 des statuts prévoit que le Bureau est composé du/de la président(e), de vice-président(e)s et de membres élus conformément aux dispositions prévues à l'article L. 2122-7 du code général des collectivités territoriales.

Le nombre de membres du Bureau est fixé librement par le Comité syndical.

Par délibération n° 2017 20 du 10 mars 2017, le Comité syndical, en désignant un 9^e vice-président, a porté à 14 le nombre des membres du Bureau.

Par délibération n° 2017 99 du 12 octobre 2017, le Comité syndical, a décidé de ne pas pourvoir le poste vacant au Bureau afin de maintenir à 13 le nombre de membres :

Présidente	Catherine BARATTI-ELBAZ
1 ^{re} Vice-présidente	Christine BRUNEAU
2 ^e Vice-président	Yann WEHRLING
3 ^e Vice-président	Christophe NAJDOVSKI
4 ^e Vice-président	Thierry-Michel ISOARD
5 ^e Vice-président	Jean-Luc MILLARD
6 ^e Vice-président	Patrice PATTÉE
7 ^e Vice-président	Samuel BESNARD
8 ^e Vice-président	Xavier CARON
9 ^e Vice-président	Patrick OLLIER
Membre du bureau	Christophe BERNIER
Membre du bureau	Jean-Paul MORDEFROID
Membre du bureau	Bruno HELIN

Le 3 octobre dernier, par délibération n° 2019-47-03, le Conseil municipal de la ville d'Enghien-les-Bains a désigné un nouveau délégué titulaire au Comité syndical. De ce fait, M. Xavier CARON, élu en qualité de 8^e vice-président et de ce fait membre de droit au Bureau, ne peut plus siéger.

Il vous est proposé de ne pas pourvoir à son remplacement, de fixer à 8 le nombre de vice-présidents et à 12 le nombre des membres du Bureau.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE de ne pas pourvoir le poste ; de fixer à 8 le nombre de vice-présidents et à 12 le nombre de membres du Bureau, la présidente et les 8 vice-président·e·s étant membres de droit :

Présidente	Catherine BARATTI-ELBAZ
1 ^{re} Vice-présidente	Christine BRUNEAU
2 ^e Vice-président	Yann WEHRLING
3 ^e Vice-président	Christophe NAJDOVSKI
4 ^e Vice-président	Thierry-Michel ISOARD
5 ^e Vice-président	Jean-Luc MILLARD
6 ^e Vice-président	Patrice PATTÉE
7 ^e Vice-président	Samuel BESNARD
8 ^e Vice-président	Patrick OLLIER
Membre du bureau	Christophe BERNIER
Membre du bureau	Jean-Paul MORDEFROID
Membre du bureau	Bruno HELIN

- Participation du Syndicat à la protection sociale complémentaire des agents (2019 40)

Par délibération n°2014 008 du 27 février 2014, le Syndicat a adhéré aux conventions de participation santé et prévoyance entre le CIG petite couronne et « Prévadiès-Harmonie Mutualités » et «Intériale/Gras Savoye », et a accordé une participation financière aux agents du Syndicat.

Ces conventions arrivent à leur terme le 31 décembre 2019 et les agents en ont été informés. Ainsi et conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire, les agents du Syndicat qui le souhaitent devront souscrire, à compter du 1^{er} janvier 2020, un contrat dit labellisé en matière de santé et/ou de prévoyance figurant sur une liste officielle, dans les conditions prévues par le décret susvisé pour pouvoir bénéficier de la participation financière du Syndicat.

Il est proposé que la participation financière du Syndicat soit équivalente à celle fixée en 2014 à savoir :

Pour **le risque santé**, le niveau de la participation mensuelle n'excèdera pas le montant de la cotisation due par l'agent en l'absence d'aide et sera fixé comme suit :

- 95% (cat C) soit au maximum 155 euros ;
- 90% (cat B) soit au maximum 147 euros ;
- 85% (cat A) soit au maximum 138,50 euros.

Pour **le risque prévoyance**, le niveau de participation mensuelle sera fixé comme suit pour tous les agents :

- 85 euros au maximum.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

ACCORDE, une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité aux contrats et règlements labellisés figurant sur une liste officielle auxquels les agents choisissent de souscrire pour **le risque santé** c'est-à-dire les risques d'atteintes à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité. La participation mensuelle n'excèdera pas le montant de la cotisation due par l'agent en l'absence d'aide et sera fixée comme suit :

- 95% (cat C) soit au maximum 155 euros ;
- 90% (cat B) soit au maximum 147 euros ;
- 85% (cat A) soit au maximum 138,50 euros ;

ACCORDE, une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité aux contrats et règlements labellisés figurant sur une liste officielle auxquels les agents choisissent de souscrire pour **le risque prévoyance** c'est-à-dire les risques d'incapacité de travail et, le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès. La participation mensuelle sera fixée comme suit pour tous les agents :

- 85 euros au maximum ;

DIT, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- Modification du tableau des emplois et des effectifs (2019 41)

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Afin de garantir le bon fonctionnement du Syndicat en raison de la réception et du contrôle des stations, il est nécessaire de renforcer la direction des services techniques en créant 1 emploi de technicien relevant de la catégorie B.

Par ailleurs, 4 emplois vacants doivent être supprimés à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les raisons suivantes :

- 1 emploi d'ingénieur en chef hors classe : réintégration du fonctionnaire dans sa collectivité au terme de son détachement ;
- 1 emploi d'ingénieur : réintégration du fonctionnaire dans sa collectivité au terme de son détachement ;
- 1 emploi d'adjoint administratif : agent en disponibilité pour convenances personnelles ;
- 1 emploi de rédacteur principal de 1^{re} classe.

Concernant la suppression de ces 4 postes, le Syndicat a saisi le Comité Technique placé auprès du CIG de la Petite couronne.

Considérant les besoins spécifiques et les compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi créé pourrait être pourvu par un contractuel.

Ancien tableau des emplois

Cadre d'emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	7
Rédacteur	B	5
Adjoint administratif	C	4
Ingénieur en chef	A	3
Ingénieur	A	4
Adjoint technique Agent de Maîtrise, Adjoint administratif	C	4
Total		27

Nouveau tableau des emplois permanents

Cadre d'emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	7
Rédacteur	B	4
Adjoint administratif	C	3
Ingénieur en chef	A	2
Ingénieur	A	3
Adjoint technique	C	1
Adjoint technique, Agent de Maîtrise, Adjoint administratif	C	3
Technicien	B	1
Total		24

- Recours à l'apprentissage (2019 42)

Pour les collectivités territoriales, l'apprentissage est un formidable levier qui permet de dynamiser les ressources humaines, transmettre les savoir-faire, créer un vivier de personnels qualifiés et formés aux métiers dont elles ont besoin.

Les diplômes préparés dans le cadre de l'apprentissage sont des diplômes de niveau I à V, de master 2 voir ingénieur à CAP/BEP.

L'apprentissage est pratiquement ouvert à tous les métiers et aux diplômes. Ces diplômes permettent de couvrir une large palette de métiers existants en collectivités territoriales.

Ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants ;

Cette démarche s'inscrit dans la volonté gouvernementale de développer l'apprentissage dans tous les secteurs professionnels, y compris dans la fonction publique.

Ainsi, l'apprentissage offre aux jeunes de 16 à 29 ans au travers d'un travail effectif rémunéré et de l'encadrement d'un maître d'apprentissage, une opportunité pour leur insertion dans la vie active.

La volonté du Syndicat est de s'inscrire dans cette démarche. C'est pourquoi, compte tenu du besoin actuel de renfort à la direction de la communication et marketing il vous est proposé de mettre en œuvre ce dispositif en recrutant un·e jeune préparant un master en communication.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré :

APPROUVE le recours à l'apprentissage au sein du Syndicat dans les services dont les besoins auront été recensés.

DECIDE de conclure un contrat d'apprentissage conformément au tableau ci-après :

Direction Communication et Marketing	Nombre de poste	Diplôme préparé	Durée de la formation
Service Communication	1	Master 1	1 an

APPROUVE la nomination d'un maître d'apprentissage, dans le (ou les) service(s) concerné(s). Il aura pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti(e) des compétences correspondant à la qualification recherchée ou au titre ou au diplôme préparé par ce dernier. Le maître d'apprentissage disposera pour exercer cette mission du temps nécessaire à l'accompagnement de l'apprenti(e) et aux relations avec le centre de formation.

DIT que selon son âge, le diplôme préparé et la durée de la formation, l'apprenti(e) percevra une rémunération équivalente à un pourcentage du SMIC.

L'apprenti sera affilié au régime général de la sécurité sociale et au régime complémentaire IRCANTEC. Les exonérations de charges salariales, lui seront automatiquement appliquées.

AUTORISE la Présidente à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le/les contrats d'apprentissage ainsi que la/les conventions conclues avec le Centre de Formation d'Apprentis.

DIT, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits au budget, chapitre 012.

3. Point divers : Informations à date du service public Velib' et Autolib'

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h25.

La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement